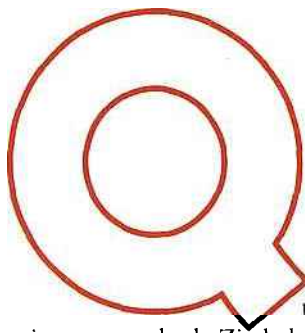




PAR THIERRY VIRCOULON

Zimbabwe : fausse transition et vrai tyran

Alors que le pays est officiellement dirigé par un gouvernement de transition, le parti du président Mugabe continue de contrôler les ressources et de terroriser les opposants.



Quelle direction va prendre le Zimbabwe ? Après la longue et violente transition ivoirienne qui s'est soldée par le départ de Laurent Gbagbo, le Zimbabwe est, avec le Kenya, l'un des deux grands régimes d'Afrique subsaharienne encore dirigé par un gouvernement intérimaire. Mais alors que le Kenya se prépare à voter en 2012, la résolution de la crise politique

qui a débuté au Zimbabwe en 2000 semble s'éloigner un peu plus chaque jour.

Quatre ans déjà que le parti de Morgan Tsvangirai, le Movement for Democratic

Change (MDC) a remporté les législatives du 29 mars 2008 contre la Zanu-PF du « Lion de l'Indépendance », Robert

Mugabe. Lequel, au pouvoir depuis trente ans, met tout en œuvre (intimidations, répression, arrestations d'opposants) pour y demeurer. La médiation sud-africaine de Thabo Mbeki, conduite avec la bénédiction de la SADC (Southern African Development Community), l'organisation des Etats d'Afrique australe, avait pourtant abouti en février 2009 à la formation d'un gouvernement de transition qui devait réformer et organiser des élections libres et régulières. Selon l'accord politique global (APG) négocié alors entre l'opposition et la Zanu-PF, Robert Mugabe restait président et Morgan Tsvangirai devenait Premier ministre tandis que le gouvernement doublait de volume pour intégrer seize membres de l'opposition aux côtés des ministres issus de la formation de Robert Mugabe. Simultanément, ce gouvernement était doté d'une feuille de route claire et précise actée par les deux parties, la SADC et l'Union africaine. Celle-ci comportait, outre un rappel des libertés fondamentales, la mise en œuvre de plusieurs réformes clés : une stratégie de relance de l'économie et de la production agricole, la

rédaction d'une nouvelle Constitution, la dépolitisation des forces de sécurité et un audit des propriétés foncières. Mais parmi les multiples tâches du gouvernement de transition, la plus importante consistait... à mettre fin à la transition en organisant des élections (1) qui, à l'inverse de celles de 2008, ne seraient ni violentes ni truquées. **Indigénisation** Comme en Côte d'Ivoire, le scénario de la transition défini par l'APG s'est enlisé. D'une part, la Zanu-PF est restée maître de l'appareil sécuritaire et des postes clés de l'Etat. Cette violation de l'APG aurait dû être réglée soit dans le cadre du « Comité conjoint de surveillance et de mise en œuvre », composé de quatre membres du Zanu-PF et de quatre membres de l'opposition, soit dans le cadre de la revue périodique de l'accord, mais la Zanu-PF s'y est opposée. D'autre part, Robert Mugabe a trouvé les ressources financières pour s'assurer de ses soutiens. Y contribue en particulier la politique d'indigénisation de l'économie, qui rend obligatoire, depuis le 25 septembre 2011, le transfert de 51 % des capitaux des entreprises à des nationaux noirs. Ainsi, le contrôle

THIERRY VIRCOULON

Spécialiste de l'Afrique australe et centrale. Il est chercheur associé à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La fin de l'hyperinflation

Indice mensuel des prix (janvier 2001 = 100), échelle logarithmique



L'accord politique signé entre Robert Mugabe et l'opposition aura au moins permis au Zimbabwe de sortir d'une décennie d'hyperinflation dramatique. Depuis l'instauration du gouvernement de transition en février 2009, les prix ont retrouvé un niveau proche de 2000 et sont redevenus stables. Mais, à plus long terme, la reprise économique du pays dépendra de l'issue de la crise politique.

des ressources financières et des services de sécurité a permis au président de conserver l'essentiel du pouvoir alors que l'APG définissait un nouveau système de gouvernement équilibré entre le ZANU-PF et l'opposition.

Dans ces circonstances, le gouvernement de transition est devenu le nouveau champ de bataille du Zimbabwe, les affrontements s'étant délocalisés de la rue aux institutions. Maigre consolation à mettre au crédit de l'APG : les militants de l'opposition ne sont plus, depuis 2009, la cible principale de la police qui se concentre désormais sur les ministres du MDC. Roy Bennett, éphémère vice-ministre de l'Agriculture, Welshman Ncube, ministre de l'Industrie et du Commerce, Elton Mangoma, ministre de l'Energie, et Jameson Timba, ministre d'Etat, ont été arrêtés et emprisonnés sous divers prétextes. Par ailleurs, les institutions sont régulièrement prises d'assaut par les militants de la Zanu-PF qui bénéficient de la complaisance des forces de l'ordre : ainsi en juillet 2011, le Parlement était-il une nouvelle fois envahi alors qu'il discutait le projet de loi sur la future commission des droits de l'homme.

Dès les premiers jours du gouvernement de transition, Robert Mugabe a donné le ton en effectuant des nominations unilatérales dans les ministères, sans être inquiété par la SADC. Son parti a ensuite saboté les travaux de rédaction de la nouvelle Constitution, qui devaient être conclus par un référendum initialement prévu en septembre 2011 mais

remis *sine die*. La feuille de route n'a guère progressé et l'audit foncier – sujet sensible après les confiscations de terres des fermiers blancs au profit de la Zanu-PF et de ses barons – n'a jamais vu le jour. Quant à la neutralité politique des services de sécurité, elle est restée un vœu pieux, le général Nyikayaramba déclarant récemment que Morgan

Le clan Mugabe contrôle un nouveau gisement de diamants dont les revenus échappent au Trésor

Tsvangirai constituait une « menace sécuritaire » pour le régime. Le gouvernement de transition n'est donc en rien un système à double commande, les ministres de l'opposition n'ayant qu'un pouvoir symbolique. Cela se traduit aussi dans le domaine des finances publiques. Si l'opposition a obtenu le poste de ministre des Finances en la personne de Tendai Biti, le gouverneur de la banque centrale reste un fidèle de Mugabe ainsi que le ministre des Mines.

Multinationales. La légère reprise de l'économie zimbabwéenne aujourd'hui est largement due à la ruée vers les matières premières. Le Great Dyke, zone qui s'étend entre Harare et Bulawayo, est particulièrement riche et les multinationales minières déjà présentes sur place songent à y accroître leurs investissements. Entre autres Anglo-American (enregistrée au Royaume-Uni) et ENRC (Kazakhstan) dans le platine, Mwana Africa (Royaume-Uni) dans l'or, Sinosteel (Chine) dans le fer. Ces compagnies ne sont pas les seules dans la course et de nouveaux investisseurs frappent à la porte. Surtout, le Zimbabwe a été le lieu de la découverte en 2006 du gisement de diamants de Marange,

le plus important au monde depuis vingt ans. Après avoir été placé sous le contrôle des forces de sécurité en 2008, ce gisement est géré par la Zimbabwe Mining and Development Corporation, une société publique qui attribue les concessions et signe les joint-ventures avec les sociétés étrangères. Le clan Mugabe contrôle cette entreprise d'Etat dont les revenus échappent totalement au Trésor. En juillet 2011, Zimbabwe Mining a versé 40 millions de dollars pour financer des hausses de salaires dans la fonction publique sans que le ministre des Finances en soit informé. Ce dernier dénonce l'opacité de la gestion du gisement de Marange dont les ventes empruntent en grande partie les circuits de la contrebande. Une situation à laquelle le Processus de Kimberley, régime international de certification des diamants bruts né en 2000 en Afrique du Sud, n'a pas mis fin.

Fort de sa mainmise sur les leviers du pouvoir, le clan Mugabe insiste pour organiser des élections au plus tôt, tandis que l'opposition met en avant l'inachèvement de la feuille de route pour renvoyer ces échéances au mieux à juillet 2012. Avec un président qui enfonce quotidiennement l'APG et une SADC divisée (l'Angola, la Namibie et la République démocratique du Congo continuent de soutenir Mugabe, et le nouveau président zambien, Michael Sata, lui est favorable), la transition zimbabwéenne n'a plus ni compas ni arbitre et ressemble à un navire à la dérive. ♦

(1) L'Accord politique global n'a pas fixé d'échéance.

POUR EN SAVOIR PLUS

Le Zimbabwe de Robert Mugabe : réflexions sur la dictature durable, M.-A. Lagrange et T. Vircoulon, Politique étrangère, 3/2008.

Time to Rethink the Kimberley Process : The Zimbabwe Case, par Thierry Vircoulon, www.crisisgroup.org

Dinner with Mugabe : The Untold story of a Freedom Fighter who Became a Tyrant, Heidi Holland, Penguin SA, 2008.